



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

Paris le 09 NOV. 2010

Direction générale
pour l'enseignement
supérieur et l'insertion
professionnelle

Service
de la stratégie de
l'enseignement supérieur
et de l'insertion
professionnelle

Mission des écoles
supérieures et de
l'enseignement supérieur
privé

La ministre de l'enseignement supérieur et de
la recherche

à

Mesdames et Messieurs les présidents et
directeurs des établissements d'enseignement
supérieur habilités à délivrer le diplôme
d'ingénieur

S/C de Mesdames et Messieurs les recteurs
d'académie, chanceliers des universités

n° 2010-0753

affaire suivie par :
Jean-Christophe Paul
Téléphone
01 55 55 64 34
Fax
01 55 55 69 78
Mél.
jean-christophe.paul
@education.gouv.fr

1 rue Descartes
75231 Paris cedex 05

**Objet : Mise en œuvre du master dans les établissements habilités à délivrer le
titre d'ingénieur diplômé - procédure 2010-2011 - Précisions**

Cette note a pour objet de vous apporter des précisions en complément de la
circulaire n° 102058 en date du 24 septembre 2010 fixant la procédure de mise en
œuvre du diplôme cité en objet. Ces précisions concernent l'organisation du cursus
ainsi que les modalités de recrutement et d'accueil.

En particulier, il me semble utile d'insister sur les possibilités particulières
d'organisation du cursus ainsi que sur les modalités de recrutement et d'accueil dont
peut faire l'objet ce type de cursus. Je me réjouis d'avoir pu échanger de manière très
constructive dans ce sens, avec le président de la Conférence des Directeurs des
Ecoles Français d'Ingénieurs sur la base de la Charte que vous aviez adoptée dans
au sein de la CDEFI.

L'organisation du cursus.

Ce diplôme sanctionne l'obtention de 120 crédits européens au-delà du grade de
licence. Cependant, la formation proposée à des étudiants étrangers peut être fondée
sur une présence en France réduite, le diplôme étant délivré à l'issue de cette
formation. Ce mode d'organisation suppose qu'une partie des crédits soit obtenue par
validation des acquis.

Les modalités de recrutement et d'accueil


Dans tous les cas, le recrutement des étudiants s'effectue dans le cadre défini par
l'article 5 de l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master lequel fait
référence, pour les catégories d'étudiants concernés, aux articles L.613-3, L.613-4 et
L.613-5 du code de l'éducation relatifs à la validation des acquis de l'expérience ainsi
qu'à la validation des études.

L'examen des candidatures appelle la mise en place d'un dispositif précis et individualisé. Concernant les étudiants étrangers, celui-ci pourra avantageusement être constitué dans le cadre de partenariats avec les établissements étrangers dont seraient issus les étudiants.

Lorsqu'un étudiant bénéficie d'une validation d'acquis, la durée de la formation peut faire l'objet d'une réduction, étant entendu que les critères de qualité et d'exigence associés à la délivrance d'un diplôme national de master doivent être remplis.

Afin de vous permettre de prendre en compte les précisions ajoutées par cette note, le délai préalablement fixé au 10 novembre 2010 pour le dépôt des dossiers est repoussé au **30 novembre 2010, délai de rigueur**.

Pour la Ministre et par délégation
Le Directeur général pour l'enseignement supérieur
et l'insertion professionnelle



Patrick HETZEL